COL8°
0468
(1926-01)

LOC-
ARCHIVES

BIBLIOTHEQUE SCIENCES PO
1 411 113

PARTI RÉPUBLICAIN RADICAL
ET RADICAL-SOCIALISTE

Président : M. MAURICE SARRAUT

DÉCLARATION
DU
PARTI

Votée par le Congrès de Bordeaux
le 17 Octobre 1926

Coll. 8° 468 (1926-1)

COMITÉ EXÉCUTIF
9, rue de Valois. — PARIS (1er)

EXERCICE 1926-1927

BUREAU DU COMITÉ EXÉCUTIF

Président :

M. Maurice SARRAUT

Vice-Présidents :

Parlementaires	*Non-parlementaires*
MM. :	MM. :
Accambray, député.	Corneau.
Jean Bosc, député.	Dominique.
Léo Bouyssou, député.	Fabius de Champville.
Cuminal, sénateur.	Falot.
Ducos, député.	Gavaudan.
Laurent-Thierry, sén.	Grandigneaux.
Margaine, député.	Ripault.
Picard, député.	Selliez.

Secrétaires :

Parlementaires	*Non-parlementaires*
MM. :	MM. :
Castel, député.	Cullié.
Cauderon, député.	Marc Honnorat.
Dellac, député.	Raymond Israël.
Hulin, député.	Liautey.
Lassalle, député.	Pfeiffer.
Marchandeau, député	Pignet.
Proust, député.	Sanguinetti.
Paganon, député.	Mme Schreiber.

Secrétaire général : A. Renard.

Trésorier général : L. Besse.

DON
JACQUES KAYSER

000 1151620

DÉCLARATION DU PARTI

présentée au Congrès de Bordeaux

le 17 Octobre 1926

par M. Maurice SARRAUT

au nom de la Commission de la Déclaration

Coll. 8° 468 (1926-1)

Citoyens,

A l'heure où s'achèvent les travaux d'un Congrès qui vit s'affronter, souvent avec passion, mais toujours avec noblesse, des thèses divergentes, il nous plaît de constater le sentiment profond de confiance unanime dans la vitalité de notre Grand Parti, qui se dégage de ses délibérations. Nos adversaires, toujours à l'affût de nos divisions, et toujours empressés à verser de l'huile sur le feu doivent faire leur deuil de leurs espoirs trop pressés. Le Parti Républicain, Radical et Radical-Socialiste, conscient des grands devoirs que lui impose la gravité des circonstances et, s'élevant d'un coup d'ailes au-dessus des dissensions personnelles, a choisi avec une calme résolution les voies que sa fidélité et son dévouement envers la démocratie lui dictent pour l'avenir.

Pour les déterminer avec précision il convient de s'expliquer loyalement sur le passé récent.

Le malaise du pays républicain.

Il serait à la fois puéril et dangereux de dissimuler le malaise qui pèse depuis plus d'un an sur le pays républicain. Si celui-ci est pleinement satisfait de l'orientation générale de la politique extérieure, il demeure préoccupé par la situation intérieure et fort anxieux de son évolution.

L'origine de ce malaise, nous la trouvons dans les circonstances qui ont suivi la victoire remportée le 11 mai par les partis de gauche unis dans une pensée commune contre l'adversaire commun.

Le corps électoral, bien que desservi par une forme de scrutin qui gênait la claire expression de ses désirs, avait manifesté à cette date, et de la façon la plus catégorique, sa volonté. Il voulait, dans son ensemble, que cette union républicaine qui, sous l'appellation de CARTEL DES GAUCHES, venait de triompher, ne fut pas le CARTEL D'UNE MINUTE, mais survécut à la période électorale, qu'elle continuât au Parlement et au Gouvernement, sous la forme d'une politique d'action pratique et concertée. La tâche à accomplir dans tous les domaines était immense. Pour être menée à une heureuse fin, elle exigeait, de la part de tous ceux qui accepteraient de s'y employer, un renoncement momentané aux controverses d'écoles, et une collaboration étroite et cordiale des hom-

mes et des partis qui, ayant combattu, et vaincu ensemble, ne devaient plus avoir qu'un seul but : concentrer toute leur action vers un certain nombre de résultats tangibles, attendus par la démocratie.

Notre Parti s'est efforcé, dès le début de la législature de mettre tout en œuvre pour que se réalisât la volonté du suffrage universel. Il ne pouvait cependant, en raison même du nombre de ses représentants, qu'être à la fois un volant et un pivot, car il ne disposait de la majorité ni à la Chambre ni, encore moins, au Sénat.

Même en groupant avec lui les Républicains-Socialistes et les Socialistes unifiés, le Bloc ainsi formé demeurait à la merci des modérés, des réactionnaires et des communistes qui, en fait, devaient confondre le plus souvent leurs suffrages contre des ministères cartellistes. Au début, le prestige de ses succès récents, et son apparence de cohésion permirent au cartel de rallier sur sa droite par le soutien de Républicains qui n'étaient pas de ses élus, une majorité peu considérable, mais qui paraissait suffisante pour tenir et pour agir. Malheureusement, cette majorité devait s'émietter au fil des jours, parce qu'elle ne fut pas assez unie, et, par suite, assez forte, pour agréger autour d'elle la masse flottante des hésitants, des timides, de ceux qui flairent le vent ou qui n'acceptent la discipline que du bout des lèvres.

Sur sa gauche, le parti socialiste pouvait, dès la première heure, apporter à notre parti le con-

cours effectif d'hommes éminents dont l'intelligence, au contact aigu des réalités qui se chargent volontiers de faire la part du rêve et celles des dures nécessités, ont exercé, dans les conseils des gouvernements, une influence des plus heureuses. Nos chefs les plus qualifiés, avec l'assentiment exprès du Comité Exécutif, sollicitèrent ce concours de l'organisation officielle du parti S. F. I. O. S'il est juste de reconnaître que leurs instances trouvèrent, dès l'abord, un accueil cordial parmi de nombreuses personnalités socialistes, il faut cependant constater qu'en définitive l'offre de notre Parti s'est heurtée à une réponse négative. Entre deux attitudes : la collaboration directe sur un programme commun bien déterminé, comportant naturellement le partage des risques et des responsabilités du pouvoir, et la politique excluant ces risques et ces responsabilités, le Parti Socialiste a cru devoir se prononcer officiellement pour la seconde.

On peut dire que dès ce jour-là le grand élan qui emportait la démocratie française se trouvait, sinon brisé, du moins fortement ralenti, en s'écartant du gouvernement le Parti socialiste, s'il demeurait, en effet, fidèle aux décisions de ses congrès, dissipait, quelque soutien loyal et courageux qu'il apportât au premier cabinet Herriot, le rêve de labeur intrépide et vigoureux formé par les électeurs du 11 mai.

Peut-être, en assumant seul le pouvoir, notre Parti commit-il l'imprudence — qu'il devait

expier — de trop présumer de ses forces et de s'abandonner à l'illusion. Le soutien socialiste sans la participation ne devait et ne pouvait pas suffire à assurer une action gouvernementale énergique et ordonnée. C'est à toutes les heures du jour et de la nuit qu'un Gouvernement doit prendre ses décisions; il n'est le maître, ni des événements, ni des incidents qui surgissent tout à coup et qui exigent parfois des solutions concertées mais rapides. La présence, dans son sein, d'élus socialistes, mandatés par leur parti, était nécessaire à cette solidarité dans l'action réclamée par le pays, comme elle était indispensable à la constitution d'une majorité qui, entraînée par l'élan d'une politique de grande allure, se fut certainement réunie. (*Applaudissements.*) Du moment que cette présence faisait défaut, deux dangers naissaient pour le Parti Radical-Socialiste, détenteur du Pouvoir, mais ne pouvant en quelque sorte l'exercer *qu'ad referendum*: d'abord, l'isolement, et par là même, la fragilité, la précarité dans l'action; en second lieu, l'obligation pour vivre de se résoudre à des concessions qui, affaiblissant cette volonté ferme et têtue, cette confiance dans l'avenir par lesquels peut seul être poursuivi un grand effort politique et social l'obligeaient à naviguer sur une mer semée d'obstacles sous la surveillance tenace de naufrageurs aux aguets. (*Nouveaux applaudissements.*)

Car cette situation ouvrait désormais à la

réaction les plus larges espoirs. Dès lors, son rôle se précisait : il s'agissait, à la faveur d'une campagne tendancieuse, méthodiquement menée, d'atténuer, sinon de détruire, l'impression de force que la constitution du Cartel avait produite, de provoquer ainsi un mouvement de défection sur ces frontières, et un relâchement de la discipline dans son propre sein. C'est au Sénat, foncièrement républicain, certes, mais moins hardi que la Chambre, que le 20 avril 1925, se dénoua la bataille. Après un admirable discours de son chef et malgré la vigoureuse résistance de 132 sénateurs républicains restés fidèles à l'esprit de démocratie, le Cabinet Herriot succombait.

Le mal était fait. Une crise s'ouvrait, crise d'autant plus difficile à dénouer que dans les graves conjonctures que traversait le pays, la dernière faute à commettre eut été de dresser l'une contre l'autre les deux assemblées

Les conséquences de la chute du premier Cabinet Herriot.

L'expérience d'un Cabinet Radical-Socialiste avec soutien Socialiste, ayant avorté devant le Sénat avec le premier Cabinet Herriot, et devant la Chambre avec le second ministère

Painlevé, était-il du moins possible de trouver parmi les modérés un appui qui permit de réunir une majorité pour une action démocratique plus « apaisée » ? Des hommes considérables, et d'un incontestable républicanisme l'ont essayé, allant même parfois fort loin dans la mosaïque de leurs choix comme dans leurs concessions sur la doctrine. Mais aux heures de réel danger, ils voyaient avec mélancolie s'éclaircir chaque fois davantage les rangs de la majorité qu'ils avaient péniblement réunie. Vainement acceptaient-ils parfois qu'elle allât de gauche à droite suivant les projets et suivant les circonstances. L'heure fatidique ne tardait pas à sonner dans l'atmosphère empoisonnée d'ambitions et d'intrigues. (*Salve d'applaudissements.*) Les crises ont ainsi succédé aux crises, énervant, puis finissant par émouvoir, par inquiéter l'opinion publique, créant, en raison de l'hécatombe de ministres des finances démissionnaires, renversés, parfois remplacés sans débats publics, une atmosphère d'angoisse et de pessimisme, jusqu'au moment où, devant une situation d'un danger exceptionnel, à laquelle les prédications fanatiques et les manœuvres éhontées d'une ploutocratie réactionnaire qui prétendait imposer ses solutions de misère et de ruine (*Vifs applaudissements*), avaient fini par acculer le pays. Le Parti Radical et Radical-Socialiste, après un dernier sursaut et un dernier effort, dut quitter la barre, et laisser tenter une combinaison plus large, dite d'Union Nationale, où un Gouverne-

ment plus fort s'appuierait sur une majorité moins précaire.

Le Cabinet Poincaré.

C'est dans ces conditions que le Président de la République, dont la correction constitutionnelle et la loyauté républicaine sont à l'abri de toute critique, a fait appel à M. Poincaré, dont le républicanisme est hors de cause. Le chef du futur gouvernement déclara, au sortir même de l'Elysée, qu'il ne consentirait en aucun cas à se charger du pouvoir s'il n'était préalablement et fermement assuré du concours du Parti Radical-Socialiste, et c'est dans ces conditions claires et précises qu'il fit un appel émouvant au chef même du Parti Radical-Socialiste.

Ce concours, fallait-il le refuser ? Le danger était là, pressant et inexorable, et on devait le conjurer à tout prix. Nos amis savaient que leur refus pouvait entraîner une crise politique d'une incalculable portée où le régime lui-même risquait d'être atteint dans ses œuvres vives. Ils sont allés à ce qu'ils avaient le droit de considérer comme le Devoir. Leur tort fut, dans la précipitation des événements, de ne pas suivre à la lettre le Règlement de notre Parti. Mais, ayant noté, pour la regretter, cette infraction aux statuts qui doit demeurer notre guide, devons-nous vraiment nous dresser contre ces hom-

mes et les blâmer d'une décision parfaitement honorable, incontestablement courageuse, et que le seul intérêt du pays a dictée ? Qu'eussent-ils donc pu faire qui emportât aujourd'hui l'adhésion unanime de notre Parti ? (*Applaudissements.*)

Soyons justes et soyons humains.. En allant au-devant de toutes les difficultés qu'ils devaient et pouvaient prévoir, les ministres radicaux socialistes du Cabinet Poincaré, ont dû, nous l'imaginons, scruter le visage anxieux et grave de la France s'élevant au-dessus des Partis et puiser dans sa vision pathétique la volonté de sacrifier momentanément au salut commun leurs préférences, et aussi, leur ressentiment Quand un ancien Président du Conseil comme Herriot, aimé des militants pour ses magnifiques qualités s'expose aux risques que vous savez, peut-on, sans éprouver quelque honte au fond de soi-même, imaginer un seul instant qu'il fut déterminé dans son geste par un souci d'ambition personnelle ? (*Applaudissements unanimes et cris : « Vive Herriot! »*)

L'attitude de notre parti vis-à-vis du Cabinet.

Le Congrès a fait justice de ces soupçons misérables. Voyons plus haut et plus loin. Le

vrai, le seul débat que nous devions vider, c'est celui de savoir dans quelle mesure la présence de ministres radicaux-socialistes dans le Cabinet Poincaré engage la tactique et l'action de notre Parti.

La déclaration inaugurale du Gouvernement permet de répondre avec précision à cette question essentielle. Ce document définit ainsi la tâche du Ministère :

« *Le Cabinet qui se présente devant vous s'est formé dans un esprit de réconciliation nationale, pour parer aux dangers qui menacent tout à la fois la valeur de notre monnaie, la liberté de notre Trésorerie, et l'équilibre de nos finances.* »

Sur ce terrain, et pour poursuivre ce but, notre Parti, faisant abstraction des personnalités, ne devait-il pas prêter son appui loyal à l'effort tenté par le Gouvernement ? Dans sa grande majorité, il l'a fait. Faut-il le regretter ?

Alors que, par suite d'une panique organisée à la faveur d'une crise ministérielle, et qui visait à atteindre nos chefs, tous nos chefs, les coffres du Trésor, vidés de leur substance ne pouvaient plus se remplir que par des inflations nouvelles, alors que la ruée des déposants assiégeaient les guichets des Banques et des Caisses d'Epargne, que la livre bondissait à 248 francs, la panique a été arrêtée ; le franc a regagné le tiers de ce qu'il avait perdu, les bons de la Défense Na-

tionale se sont normalement renouvelés, le Budget a été équilibré, quatre milliards et demi de ressources ont été trouvées pour l'amortissement, en un mot, les lourds nuages qui menaçaient de crever en cyclone ont été dissipés.

Ces faits justifient à eux seuls l'attitude de nos amis.

Reste l'avenir. Qui de nous peut déclarer que nous touchons au port et que le salut du franc est assuré ? Hélas, les causes profondes de la dépréciation de notre monnaie subsistent, et, tant qu'on ne les aura pas extirpées, nous serons exposés à des dangers contre lesquels il nous faut à tout prix garantir notre pays, dont le destin domine, et de bien haut, le sort de tous les Partis politiques. De l'attitude du Gouvernement en face de ces graves problèmes, dépend la nôtre à son égard. (*Applaudissements.*)

Notre Parti envisage que, dans une situation exceptionnelle, il ne saurait assumer la responsabilité de provoquer l'échec de l'effort tenté par le Cabinet d'Union Nationale. Il ne renonce, nullement d'ailleurs, à indiquer dans cette situation, les solutions qu'il a depuis longtemps envisagées pour parer au péril financier, ni à sa volonté de faire prévaloir ces solutions. Mais, quelle que soit la durée de cette trève, il estime que dans l'avenir, son rôle ne saurait se borner à être à la remorque de combinaisons auxquelles il participerait sans y jouer le rôle de Direction qui doit demeurer son but. (*Vifs applaudissements.*)

Le Programme financier.

A bref délai, nos élus auront à se prononcer sur la grave question de nos dettes extérieures. Notre Parti a fait connaître sa volonté, dans les résolutions que vous avez approuvées. Il ne peut ratifier les accords sans, loyalement, indiquer en même temps à nos amis Américains et Anglais, les réserves qu'il apporte dans leur acceptation.

Nos élus auront à se prononcer, en second lieu, sur les décrets publiés par le Gouvernement en ce qui touche les économies, et qu'il doit présenter à la ratification des Chambres. S'il est parmi les mesures prises, des décisions utiles, parfaitement justifiées, heureuses même, et que l'opinion, dans son ensemble approuve pleinement, quelques-unes, en particulier, la suppression généralisée des tribunaux d'arrondissement, doivent être révisées, ou notablement amendées.

Mais, l'œuvre essentielle de la présente législature, demeure la restauration de nos finances. Elle ne s'accomplira pas sans un effort complet et hardi auquel notre Parti saura se consacrer. Le gouvernement et le Parlement doivent, sans plus tarder, réaliser la Stabilisation (*Applaudissements*), en l'appuyant sur une politique financière, conforme à la fois à la justice et à l'intérêt public. Ici, notre Parti a le devoir de déclarer qu'il n'entend abdiquer aucun de ses droits d'initiative, ni de contrôle (*Nouveaux*

applaudissements.) Se gardant d'en user dans un sentiment d'hostilité préconçue vis-à-vis du gouvernement, et, en souhaitant même de pouvoir lui apporter son concours dans sa lourde tâche, il veut confronter ses solutions avec celles qui lui seront proposées, et se réserver de montrer leur efficacité à la lumière de débats loyaux et exempts d'arrières-pensées. Il a accepté, en un moment tragique de notre histoire financière, que l'on recourut très largement — trop largement — à l'impôt indirect, parce qu'on ne voyait pas, alors, dans l'état d'esprit de la Chambre et du Sénat, d'autre moyen possible de secourir à temps la Trésorerie accablée. Mais il demeure convaincu que le redressement financier, réel et définitif, est inséparable de deux conditions maîtresses : l'appel à la fortune acquise et à l'enrichissement, et la rénovation profonde de notre système de production. (*Vifs applaudissements.*)

L'appel à la fortune acquise, s'il était conçu sous une forme trop massive ou trop simpliste, soulèverait des difficultés matérielles et morales qui ont été magistralement mises en lumière par le grand financier et le grand Républicain que notre Parti s'honore compter parmi ses chefs éminents, M. Joseph Caillaux. (*Vifs applaudissements et cris : Vive Caillaux !*) Mais plusieurs projets — le premier en date fut déposé par un des nôtres : Léon Castel — sont pendants devant la Chambre ; un autre, élaboré par Painlevé et Georges Bonnet, n'a échoué qu'à

une voix de majorité. Il appartient à nos élus de dégager de ces études, et de ces expériences, par les méthodes les plus adéquates, les moyens de réclamer des classes possédantes, la juste contribution qu'elles doivent à l'œuvre de libération nationale.

De même, nous demeurons obstinément fidèles à l'idée de L'IMPOT PROGRESSIF SUR LE REVENU, et ne cesserons de réclamer, au besoin par les révisions des textes et des instructions qui l'établissent, son application, sans faiblesse. (*Vifs applaudissements.*) Nous pensons que l'heure est venue, d'assurer par une entente internationale qu'il faut absolument hâter, l'exercice d'un contrôle demeuré jusqu'ici difficile, et qui permettra d'en finir avec cette honte qui s'appelle la fraude de l'impôt et l'évasion des capitaux (*Applaudissements répétés.*) Et si le contrôle reste encore insuffisant, la rigueur exemplaire de la répression, peut et doit suppléer à cette insuffisance.

Sur ce terrain des réformes fiscales, nous croyons fermement que certaines des charges votées nécessiteront dès que l'assainissement relatif de la situation financière va le permettre, une révision salutaire. Les lourds impôts dont certains produits de première nécessité ont été frappés; les exagérations de droits qui pèsent sur les boissons hygiéniques, la répartition défectueuse de l'impôt foncier, les répercussions dangereuses de la taxe sur le chiffre d'affaires, doivent être équitablement revues et corrigées.

Notre Parti doit s'y employer, et si le Gouvernement manquait à son devoir, c'est à nos élus qu'il appartiendrait de prendre les initiatives nécessaires.

En un mot, nous avons le devoir d'affirmer notre doctrine, de présenter et de soutenir nos solutions et de combattre celles qui leur seraient opposées sans démagogie, comme sans faiblesse. (*Applaudissements.*)

Le programme économique et rural.

Mais ce n'est pas dans l'impôt, même mieux aménagé, que la France doit rechercher les conditions de son salut financier. C'est sur une production plus large, plus étendue, génératrice de plus d'aisance et de bien-être, et par là même, permettant aux charges fiscales de se répartir plus facilement, qu'il faut arriver à prélever l'impôt, en même temps qu'on contribuera ainsi à résoudre le redoutable problème de la vie chère. Sachons tirer un meilleur parti de nos richesses métropolitaines et coloniales par la mise en œuvre d'un programme économique aux larges vues, et aux résultats positifs.

Nos colonies, enfin réorganisées, et convenablement outillées, mettront à notre disposition, à bref délai, si nous le voulons vraiment, la plupart des matières premières et des produits

dont l'achat en devises étrangères nous vide chaque jour de notre propre substance. Notre parti, qui a créé la doctrine coloniale (*salve d'applaudissements*), instaure dans les mœurs et dans les lois cette politique indigène, toujours plus largement humaine et fraternelle qui honore la République et à laquelle elle restera immuablement fidèle, doit garder la tête de l'action pro-coloniale. (*Nouveaux applaudissements.*)

Parallèlement à cet effort, il en est un autre qui s'impose à notre action ; c'est de mieux outiller le labeur français, en parachevant d'abord la résurrection totale de nos chers départements dévastés, en rendant ensuite sa tâche plus attrayante et moins pénible à la masse des travailleurs qui créent la prospérité nationale.

De toutes les forces économiques de la France, la force essentielle est, depuis des siècles, et demeurera sans doute toujours celle de l'Agriculture.

Le souci de sa vitalité, sur ce sol qu'elle féconde, doit passer avant tout autre. Pour enrayer la désertion de nos campagnes, nous ne devons négliger aucun des moyens que nous donnent pour les rendre plus attrayantes le progrès et l'art. Mais nous y remédierons bien mieux encore, en réduisant au strict minimum, à un an d'abord, et bientôt, nous l'espérons, à huit ou six mois (*applaudissements*), la durée du service militaire qui, en enlevant la jeunesse agricole de son milieu, et en la transplantant dans les villes, l'incitent à des habitudes et à des

goûts peu propices à son retour aux champs. (*Applaudissements.*) Nous y remédierons ensuite en mettant à la disposition de nos populations rurales, de plus en plus largement, toutes les ressources de la science et de l'économie modernes; en livrant aux cultivateurs, à bon compte, les engrais chimiques et les phosphates; en sélectionnant pour eux les semences; en leur procurant sans lésiner les crédits à longs termes permettant à chacun d'améliorer son domaine; en développant l'enseignement agricole et post-scolaire; en multipliant toutes les formes d'entente professionnelle et coopérative; bref, en recherchant tout ce qui peut à la fois accroître le bien-être paysan, rendre moins pénible au terrien son séjour dans la ferme isolée au hameau ou au village, faire son travail moins dur, avec un résultat plus rémunérateur. Déjà, devant les difficultés de la vie, un mouvement encore timide se dessine vers le retour à la terre. A nous, de l'amplifier en attirant vers les espaces disponibles ceux que la vie trépidante des grandes villes finit par lasser, les familles nombreuses qui espèrent y vivre à meilleur compte; en assurant aux ouvriers agricoles, à leurs femmes, à leurs enfants, le concours large et gratuit des œuvres d'assistance et d'hygiène; en leur procurant le bienfait de toutes nos lois de solidarité sociale; en mettant à leur disposition les avances nécessaires pour la construction de maisons agréables qu'ils puissent ensuite acquérir à de bonnes conditions; enfin, en attachant à nos

provinces, sans hésitation, par des naturalisations rapides, les meilleurs éléments de ces millions d'étrangers qui, séduits par la douceur de notre climat, la fertilité de nos campagnes, éprouvent le besoin de s'y fixer à l'abri tutélaire des lois de la République. (*Applaudissements.*)

Et si, par surcroît, nous savons, comme nous le devons, protéger par des lois sévères et efficaces, le paysan contre les méfaits de la spéculation (*vifs applaudissements*), si nous veillons sur lui matériellement et moralement dans son existence, dans son travail, ses épreuves, son épargne; s'il sent en un mot que, dans notre organisation politique et sociale, il est le conseiller écouté, l'ami sûr dont les avis sont recueillis et suivis, dont les intérêts et les besoins sont toujours présents à l'esprit du législateur et du gouvernement; s'il voit vraiment qu'il joue dans la société moderne le rôle de premier plan auquel sa sagesse et ses immenses services lui donnent droit, alors il comprendra qu'une aube nouvelle se lève pour lui, et il s'attachera davantage encore à cette terre où les siens ont vécu, où ses descendants vivront à leur tour. Il verra onduler avec l'orgueil de sa tâche souveraine les grands champs dont les épis nourriront les hommes et qui lui procureront à lui-même, en rémunération de son labeur honoré, l'aisance, le contentement et la joie. (*Nouveaux applaudissements.*)

Notre parti est, de tous, le plus près de l'âme rurale. Il lui a emprunté ses qualités de

mesure, de réflexion, de prudence dans l'action, que d'autres partis qui s'essayent vainement à gagner à leur cause les masses agricoles, nous reprochent parfois. Aux heures graves de la République, c'est dans ces populations loyales et saines, ennemies des aventures, et méfiantes de vaines paroles, qu'il a trouvé, pour la défendre, l'appui le plus dévoué et le plus sûr.

Au prolétariat agricole, nous devons la justice; à la production terrienne, nous devons l'appui le plus cordial, le plus efficace, et le plus affectueux des lois de la République

Cet appui, il ne doit pas être ménagé non plus aux autres branches de la production nationale. Nos industriels, nos artisans et nos commerçants, se plaignent à juste titre que leurs mérites ne soient pas toujours récompensés à leur valeur. Exigeons d'eux, c'est notre droit et notre devoir, le respect légitime des intérêts du consommateur qui ne sauraient être sacrifiés aux désirs honteux d'enrichissement rapide d'intermédiaires peu scrupuleux; mais, cela fait, ne méconnaissons pas le magnifique effort accompli par le commerce et l'industrie dans tous les domaines, et veillons, par un système fiscal, moins rigide, par des mesures appropriées à délivrer leurs initiatives des routines administratives qui les gênent et trop souvent les paralysent. Si notre Parti est favorable à des accords économiques internationaux, dans la mesure où ils peuvent favoriser la paix, et mieux organiser la production, il ne veut pas que ces

ententes dégénèrent en malthusianisme néfaste pour la classe ouvrière, pour les consommateurs, pour le bien-être social. Il entend donc qu'ils soient soumis au contrôle de la nation, et de l'organisation de Genève. (*Applaudissements répétés.*)

Le programme social.

Citoyens,

C'est par une politique très ferme de réformes hardies dans tous les domaines de l'activité nationale que nous parviendrons à surmonter et à vaincre les difficultés que nous a léguées la guerre. L'histoire de France n'est qu'une longue suite, non de miracles, mais d'efforts vaillants et sans cesse renouvelés.

Un pays comme le nôtre ne saurait voir s'épanouir pleinement son génie s'il ne donnait d'autre aliment à ses élans que des préoccupations d'ordre matériel. Il lui faut un idéal, qu'il trouve tout naturellement dans sa volonté de progrès et de justice sociale, génératrice d'un équilibre harmonieux entre les citoyens et, condition essentielle de la paix intérieure. Dans toute révolte, il n'y a pas seulement l'aigreur de la défaite, ou le vil sentiment de l'envie; l'irritation de l'impuissance contre une destinée mauvaise, la croyance que c'est seulement par

la violence qu'ils arriveront à briser les obstacles, à changer un ordre social inique et cruel, une humanité égoïste et marâtre, font seuls les révoltés et secondent l'action néfaste des mauvais bergers.

Dans la démocratie que nous voulons, il ne doit point y avoir de colères légitimes, point d'iniquités; il faut que ceux qui ressentent durement l'aiguillon de l'infortune, trouvent autour d'eux une société fraternelle, et voient la République se diriger d'un pas ferme et sûr vers ce hâvre de salut qu'est la Solidarité.

A la suite d'un lent et pénible effort, les privilèges politiques ont, pour la plupart, disparu. Mais il reste encore trop de privilèges économiques et de servitudes sociales.

Dès longtemps, nous nous étions dressés devant eux; mais la politique du Bloc National en a marqué d'une aveuglante clarté le danger toujours menaçant. Jamais, à la doctrine du laisser-faire économique, abritant sous couleur de libéralisme les pires égoïsmes, nous ne sacrifions, ni la journée de huit heures (*applaudissements répétés*), ni aucune des conquêtes que nous avons aidé le prolétariat à remporter, ni ces monopoles d'Etat vers lesquels se tendent tant de mains avides. Bien mieux, nous veillerons avec un soin jaloux à ce que la collectivité recueille chaque jour davantage le bénéfice des biens qui lui reviennent légitimement. (*Nouveaux applaudissements.*)

Nous ferons aussi, en sorte que, dans une so-

ciété plus juste, chacun avec l'aide fraternelle de la collectivité, puisse connaître, quelle que soit son origine, le destin heureux dont son mérite ou son effort l'aura rendu digne.

Nous ne prétendons pas créer un milieu économique et social fabriqué de toutes pièces :

Nous prétendons agir par évolutions successives qui, prenant corps à corps les imperfections et les iniquités de la société moderne, donneront à la personnalité humaine, selon les vœux de la Révolution, la possibilité de s'épanouir pleinement.

En premier lieu, il faut vivre, et notre nation est menacée d'une crise des plus graves : celle de la natalité. Elle ne pourra la conjurer que par la protection de la maternité et de l'enfance; la lutte contre la vie chère, et le taudis, et par le large développement de l'habitat ouvrier.

Après avoir assuré à l'individu l'existence de chaque jour, il faut songer à la sécurité du lendemain. C'est le but des Assurances Sociales dont le projet de loi a été mûrement étudié, longuement délibéré; mais il marque le pas depuis six années, arrêté par les difficultés financières sans doute, mais surtout par des égoïsmes qui, sous la dernière législature, n'étaient pas près de capituler. Hâtons cette réforme qui apportera aux travailleurs frappés par la maladie, la vieillesse et l'invalidité, à la mère, à l'enfant, une protection généreuse et efficace. Elle deviendra une garantie de paix sociale : Mais

elle aura également cet avantage de rapprocher par des conditions de vie équitables la situation du travailleur des champs, de celle de l'ouvrier des usines. (*Applaudissements.*)

Nous n'oublierons pas non plus la juste cause des petits retraités dont la situation pénible et douloureuse vaut d'être réglée dans le plus bref délai, ni celle sacrée, des victimes de la guerre, et notamment, des ascendants privés de leur soutien, dont les plaintes légitimes ne sauraient plus longtemps demeurer sans sanction.

Pour préparer les voies au relèvement et à la coordination de notre production nationale, nous ferons appel, comme hier Malvy l'indiquait si éloquemment (*applaudissements; cris: « Vive Malvy! »*) aux groupements compétents, et tout particulièrement aux organisations ouvrières par le développement des attributions du Conseil National économique; puis, sur un plan plus large, ouvrant de vastes perspectives sur l'avenir, nous travaillerons à la réunion de ce Conseil Economique International dont les bases ont été jetées à l'Assemblée de la Société des Nations sous l'énergique et heureuse impulsion de la Délégation Française, et qui, en affermissant la paix, rapprochera les classes ouvrières de tout le pays.

Nous continuerons à faire pleine confiance au syndicalisme dont nous pouvons chaque jour apprécier l'œuvre consciencieuse, le profond désir de progrès, et de reconstitution sociale. (*Applaudissements*) Loin de suspecter ses mobiles,

et de jeter un regard soupçonneux sur son activité, nous persévérerons à l'aider de tout notre cœur, de même que nous donnerons aux fonctionnaires, à quelque rang qu'ils appartiennent, les moyens de vivre honorablement, et aussi de prêter à l'Etat, dans des conditions qui respectent entièrement leur dignité, l'appui de leurs conseils et de leur expérience. (*Nouveaux applaudissements.*)

Nous voulons la libération des travailleurs de tous ordres, qu'ils soient manuels ou intellectuels, en leur donnant pleine conscience de leurs responsabilités. L'heure est venue d'ailleurs où doit se poser devant la conscience du législateur, pour être à bref délai résolue, la question de leur participation obligatoire aux bénéfices et à la gestion des grandes entreprises privées ou publiques. Par là, nous marquerons une nouvelle étape vers la suppression du salariat (*vifs applaudissements*), et accomplirons par les voies pacifiques qui sont les nôtres, une révolution décisive dont le résultat sera, non la lutte, mais la solidarité nécessaire des classes réconciliées dans la Justice, le Travail et le Progrès.

L'Ecole unique.

Notre tâche ne s'arrêtera pas là. L'homme est à la fois corps et pensée : pour en faire un citoyen complet, c'est surtout à son intelligence,

à son éducation qu'il faut s'attacher. Dans ce but, après avoir veillé sur sa naissance, nous devons donner à l'enfant notre sollicitude comme guide à ses premiers pas.

Pour assurer à la démocratie une éducation à sa taille, à la mesure de ses besoins, nous avons inscrit l'Ecole Unique dans notre programme. (*Applaudissements répétés.*)

Avec elle, ce sont encore des privilèges de classe qui vont disparaître, des barrières sociales qui vont tomber, car elle permettra d'instruire toute la masse, en dégageant toutes les vraies élites.

La Justice et la Liberté.

Nous ne les voulons pas seulement dans le domaine individuel et dans l'organisation sociale. Nous voulons qu'elles s'étendent aux organismes fondamentaux de notre pays. C'est dans cet esprit que nous nous montrerons favorables aux larges remaniements de la loi de 1884 dans le sens de l'autonomie communale, de l'organisation des départements et des conseils généraux sur des bases nouvelles qui leur donneront, avec plus de liberté d'allures, des responsabilités et des droits plus étendus. Nous ne serons pas dupes d'ailleurs, ni des agitations suspectes par lesquelles, en Alsace notamment, certains éléments essayent, sous le prétexte fal-

lacieux de défendre des coutumes que nul ne menace, de porter en réalité atteinte à l'unité morale du pays, ni des propagandes cléricales qui, sous couleur de régionalisme, visent simplement à maintenir des places de sûreté au profit des factieux. (*Applaudissements.*) Les agressives exhortations dominicales, des archevêques, des évêques et de leurs coadjuteurs civils et militaires, la propagande menée de mauvaise foi contre l'école laïque, la reconstitution illégale des congrégations enseignantes, en un mot, l'action dirigée de Rome contre les Lois que nous considérons, nous, comme les assises définitives de la République, nous trouvera prêts aux nécessaires ripostes. (*Applaudissements unanimes.*)

La volonté de paix.

Paix intérieure par le progrès continu, la Solidarité établie, la Justice progressivement réalisée. Paix extérieure par l'arbitrage, la sécurité, le désarmement, tel est le programme que nous soumettons à la démocratie française. Notre doctrine, à l'encontre de celle des nationalistes et des communistes, c'est la doctrine du Protocole établi en 1924 par Herriot, confirmée par Painlevé, à la sixième assemblée, et qui a abouti par l'effort persévérant d'Aristide Briand au traité de Locarno, ainsi qu'aux entretiens de

Thoiry. Ainsi, s'accuse aux yeux de l'Univers désormais pleinement éclairé, le vrai visage de la France, sa volonté immuable et généreuse de soustraire le monde à l'emprise de la Violence, et de ne suivre d'autre route que celle de la Paix et du Progrès. (*Applaudissements.*) L'œuvre grandiose qui s'accomplit à Genève sera ardemment soutenue, défendue, accrue, par le Parti Radical et Radical-Socialiste qui ne poursuit d'autre dessein, et ne rêve pour la France d'autre gloire que la réalisation de la Paix dans l'entente des peuples civilisés. (*Nouveaux applaudissements.*)

La tactique électorale et le mode de scrutin.

Mais, pour réaliser ce vaste programme, il faut qu'un régime soit fort, il faut aussi qu'il se tienne près de la masse populaire en contact direct avec ses aspirations et ses volontés. Ces conditions ne peuvent se réaliser dans le chaos, dans la confusion d'élections faussées à l'avance et d'où ne peut se dégager aucune indication précise. Une démocratie ne peut s'accommoder d'un scrutin qui la laisse exposée à toutes les surprises, comme à toutes les déceptions; il le lui faut clair comme sa pensée.

Revenons donc à cette consultation populaire, simple et loyale, qu'est le scrutin majoritaire. (*Applaudissements.*) Peu nous importerait qu'on l'envisageât dans le cadre départemental, si nous ne nous trouvions en présence d'un vote presque unanime du Sénat et d'une préférence marquée du pays républicain en faveur du scrutin d'arrondissement. C'est au projet voté par la Haute-Assemblée que le Parti Radical-Socialiste doit se rallier (*nouveaux applaudissements*), et c'est pour lui, dès la rentrée, qu'il livrera une bataille où il demande aux partis républicains voisins de la soutenir, et où il réclame du Gouvernement qu'il prenne l'initiative attendue par le pays tout entier, s'exprimant par la voix de l'immense majorité de ses Conseils généraux. Tous ceux qui ont vraiment au cœur l'amour de la République sentent l'importance décisive de cette réforme. Quelles perspectives nous attendraient demain, si le scrutin majoritaire n'était pas voté ? Parlons net et jouons cartes sur table. Aucun des partis de gauche — les communistes exceptés — ne peut, soit électoralement, soit parlementairement, s'isoler des partis voisins. Qu'il y ait entre eux des différences profondes de doctrine et de tactique, cela n'est point douteux. Mais qu'il y ait également en eux une volonté essentielle de réaliser la justice sociale et le progrès humain, fondement même de l'idéal républicain, c'est non moins certain. Ces partis ne peuvent aboutir à un résultat positif qu'à la condition de savoir s'entr'aider à certaines heu-

res. (*Vifs applaudissements.*) Divisés, ennemis, ils sont exposés, les uns et les autres, à des défaites cruelles. Restant eux-mêmes, mais ne connaissant pas d'autres ennemis à gauche que ceux qui vont chercher à Moscou le mot d'ordre de violence, de dictature, d'outrages à la patrie, de révolution sanglante, ils peuvent envisager dans la pleine indépendance de leur propagande respective et de leur idéal propre, les ententes limitées et fécondes par lesquelles la République sauvegardera les libertés publiques et développera le mieux-être social. (*Vifs et nouveaux applaudissements.*)

Par le scrutin d'arrondissement, chaque parti pourra courir sa chance là où il n'y aura pas pour l'idée démocratique danger d'être battue au premier tour de scrutin, et où par des ententes préalables, des accords qui n'auraient pas été établis. Au second tour, le jeu normal de la discipline républicaine assurera aux partis de gauche une victoire aisée.

Soucieux de l'avenir de la démocratie, ne connaissant d'autre culte que celui de la République, de la Patrie, nous ne voulons pas laisser se compromettre toutes les espérances, toutes les possibilités de justice et de réformes que le Régime porte en lui, sur le coup de dés d'un scrutin truqué et propice aux embûches. (*Vifs applaudissements.*) C'est pourquoi nous ne voulons pas de conflit avec le parti socialiste de qui nous sépare nettement, nous ne le cachons pas, des conceptions essentielles, mais de qui nous

rapproche un amour commun du Progrès et de la Justice. (*Applaudissements répétés.*)

Compétitions d'idées, soit; batailles obscures de personnes ou de groupes, non. Qu'on l'essaye si l'on veut, ce n'est pas nous qui commencerons. (*Nouveaux applaudissements.*)

Si nous sommes bien décidés à ne pas nous laisser atteindre par quiconque, ni dans notre dignité d'hommes, ni dans notre dignité de Parti, et, le cas échéant, à riposter comme il convient aux attaques ou aux sommations qu'on dirigerait contre nos chefs ou contre lui, nous avons, par contre, le fier souci d'éviter aux fractions de l'armée vraiment républicaine des luttes fratricides dont la réaction serait l'évidente bénéficiaire.

Aussi bien, nous considérons que l'Union des Gauches demeure comme elle l'était hier dans l'axe même de notre action électorale et parlementaire. (*Vifs applaudissements.*)

D'autre part, en janvier prochain, le corps électoral devra renouveler le tiers des membres du Sénat. L'importance de cette consultation électorale sera décisive; il faut qu'elle se traduise par l'infusion d'un sang nouveau dans la Haute-Assemblée.

Nous avons trop souffert de certains verdicts de celle-ci, du procès Malvy, de Caillaux, qui furent des défis à la Justice; (*vifs applaudissements; cris : « Vive Malvy! Vive Caillaux! »*); nous avons trop mesuré les résistances sourdes ou éclatantes du Sénat aux initiatives d'ordre

économique ou social que notre Parti lui soumettait, pour ne pas travailler ardemment à constituer enfin au Luxembourg une majorité décidée à appliquer notre programme. (*Applaudissements répétés.*)

Appel à l'union.

Citoyens,

Nous demeurons des républicains fidèles à la Démocratie, à la Patrie, avec une doctrine ferme, un programme net, un idéal de Liberté, de Justice et de Paix dans tous les domaines. Faisons l'effort nécessaire pour propager ces idées. Si nombreux que nous soyions, nous ne le serons jamais trop pour nous acquitter pleinement des lourds devoirs qui nous incombent, si grands que soient nos chefs, ils ne seront jamais trop fraternellement unis pour s'entr'aider efficacement dans l'effort. (*Applaudissements.*) Quant à nos élus parlementaires, qu'ils n'oublient pas que, dans les batailles politiques comme dans les autres, la fidélité au drapeau, le dévouement désintéressé, l'unité de vote des membres du même groupe (*vifs applaudissements*), le respect de la discipline et des décisions de notre grand Parti, sont des conditions essentielles du succès.

Citoyens,

Soyons unis, soyons disciplinés et d'un même élan, d'un même cœur, travaillons résolument et, s'il le faut, luttons ardemment pour la France et pour la République. (*Applaudissements unanimes.*)

Imp. M. BOIVENT, 144, Av. de Fontainebleau. Kr.-Bicêtre